

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 07 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



XPO TANK CLEANING SUD FR

8, Voie du Portugal ZAC de l'Anjoly
13127 Vitrolles

Références : D-0195-AIX-2023
Code AIOT : 0006400029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2023 dans l'établissement XPO TANK CLEANING SUD FR implanté 8, Voie du Portugal ZAC de l'Anjoly 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 29/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de recollement à la lettre de suites préfectorale du 16/05/2022 suite à la mise en demeure du 30 novembre 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING SUD FR
- 8, Voie du Portugal ZAC de l'Anjoly 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une station de lavage de camions citernes industriels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite de recollement à la lettre de suites préfectorale du 16/05/2022 suite à la mise en demeure du 30 novembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'est toujours pas conforme aux valeurs limites d'émission pour ses rejets en eaux entraînant un non respect de la mise en demeure du 30 novembre 2020. Il n'a pas respecté les délais imposés dans la lettre de suite préfectorale du 16 mai 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Emission des eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 3	/	Consignation	1 mois
3	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.3.7	/	Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 6.2.1 et son annexe	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 30/10/2020 et qu'il n'a pas respecté les délais imposés par la lettre de suite préfectorale du 16 mai 2022, l'inspection propose de consigner la somme de 374 520 € TTC afin que ce dernier réalise les travaux de mise à niveau de la station d'épuration interne à l'installation et ainsi se mettre en conformité avec les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration telles qu'imposées dans les articles 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 et 2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2013.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société XPO Tank Cleaning Sud France est mise en demeure de procéder à la mise en oeuvre de mesures correctrices afin de respecter les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration telles qu'imposées dans les articles 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 et 2.1 de

l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2013 dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Par le rapport d'inspection du 10/05/2022, l'inspection proposait à M. Le Préfet, via lettre de suite préfectorale, de prendre acte de la demande de report de 8 mois sollicité par la société XPO Tank Cleaning (par lettre du 13/04/2022) pour la mise en conformité des rejets sous réserve que l'exploitant fournisse les justificatifs suivants dans les délais indiqués :

- sous 1 mois la date de présentation du projet au comité d'investissement du Groupe,
- sous 2 mois l'accord du comité d'investissement du Groupe pour la réalisation des travaux,
- sous 3 mois la commande passée au prestataire retenu pour la réalisation des travaux,
- sous 6 mois la mise en fonctionnement de la step avec ses améliorations,
- sous 8 mois la mise aux normes des rejets aqueux.

Constats : Par courriel du 30/12/2022, l'exploitant a fourni :

- le justificatif de présentation du projet au comité d'investissement du Groupe (réalisée le 19/12/2022)
- les justificatifs de l'accord du comité d'investissement du Groupe pour la réalisation des travaux (en date du 27/12/2022)
- un mail de confirmation de la commande passée au prestataire retenu (société Cohin) pour la réalisation des travaux (daté du 30/12/22)

Lors de l'inspection, l'exploitant a également présenté le devis actualisé. L'exploitant doit transmettre dans les prochains jours le bon de commande et devis définitif signés par XPO, avec le délai d'intervention et la durée des travaux exacte en fonction de l'approvisionnement de certaines matières premières.

L'exploitant est conscient du retard pris mais semble disposé à tout mettre en œuvre pour régulariser sa situation dans les meilleurs délais.

Point contrôle inopiné 2022 : Le contrôle inopiné a été réalisé le 8/12/2022 par APAVE. Le rapport est parvenu à l'inspection le 23/01/2023. Celui-ci présente des dépassements pour le pH, la DBO5, la DCO, l'Azote gloable et les AOX.

Point rejets dans la step : l'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection la convention de rejet avec la STEP de Vitrolles (SAUR). Celle-ci est datée de 2005 avec reconduction tacite chaque année.

Dans cette convention, des valeurs limites de rejets en sortie du site XPO TANK CLEANING avant l'entrée dans la STEP sont mentionnées :

	Valeur limite du rejet (mg/l)	Valeur rédhibitoire du rejet (mg/l)
DBO5	300	800
DCO	900	2000
MES	350	600
AZOTE	60	150
PHOSPHORE	10	50

Lors de la visite d'inspection il a également été regardés les rapports d'analyses mensuelles des rejets vers la STEP de Vitrolles (voir point de contrôle n°3). Des dépassements récurrents sont relevés et certains paramètres dépassent même les valeurs rédhibitoires de rejets de la convention. Cependant, l'exploitant nous informe que la SAUR n'a jamais refusé leurs rejets, ni même fait une remarque. Seule une facturation en fonction du coefficient de pollution est transmise à l'exploitant.

Celui-ci doit fournir dans les prochains jours les mails d'informations de la SAUR avec les coefficient de pollution et transmettre des informations justifiant que les rejets de l'installation ne sont pas à l'origine de dépassements des VLE ou de pollution en sortie de la STEP de Vitrolles.

L'exploitant n'ayant pas respecté les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure de 2020 ni tenu

<p>les délais imposés dans la lettre de suite préfectorale, l'inspection propose de consigner une partie des fonds nécessaires à la réalisation des travaux de mise en conformité de la STEP de l'installation afin que celle-ci puisse avoir des rejets conformes à son arrêté préfectoral de 2005.</p> <p>L'exploitant a transmis le devis qu'il dispose à la date de l'inspection, pour la "FOURNITURE D'UNE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES- STATION DE LAVAGE XPO VITROLLES" N° D03/2023/0722 en date du 08 avril 2022 d'un montant total de 597 600,00 € TTC.</p> <p>L'inspection propose de consigner uniquement le montant des travaux de mise en place du traitement biologique (estimé à 167 000 €HT selon le devis transmis) et du traitement des boues (145 100 €HT) soit une consignation de 374 520 € TTC.</p> <p>Les autres postes du devis (déshuileur, flotateur, refoulement rejet, armoire électrique, équipements autosurveillance, accompagnement à la mise en service, équipements divers) sont nécessaires à la mise en conformité de la station de traitement interne du site et seront donc aux frais de l'exploitant, mais afin de ne pas remettre en cause l'équilibre financier de la société, la consignation d'un montant partiel est donc proposé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 6.2.1 et son annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et les engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies en annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant devra faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>limite de bruit : 65 dB(A) de jour, 55 dB(A) de nuit</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de nouvelles mesures du bruit en limite de propriété et de l'émergence en 2022.</p> <p>Néanmoins l'exploitant a fourni l'étude de bruit et de l'émergence en date du 26/10/2021.</p> <p>L'exploitant justifie sous 15 jours la valeur L50 retenue en niveau résiduel (58dB(A)) qui est supérieure à la L50 retenue en niveau ambiant (57 dB(A)).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi des rejets sont fixées en annexe 1 du</p>

présent arrêté.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

L'autosurveillance est réalisée par l'industriel ou un organisme tiers sous sa propre responsabilité.

[...]

Extrait annexe 1 :

Eaux industrielles

Débit : 200 m³/j

pH : entre 5.5 et 8.5

T° < 30°C

Couleur : modification < 100 mg/Pt/l

MES : concentration maximale 800 mg/l ; flux journalier moyen : 70 kg/j

DCO : concentration maximale 1600 mg/l ; flux journalier moyen : 225 kg/j

DBO5 : concentration maximale 700 mg/l ; flux journalier moyen : 98 kg/j

Hydrocarbures totaux : concentration maximale 10 mg/l ; flux journalier moyen : 1.4 kg/j

Azote total : concentration maximale 30 mg/l ; flux journalier moyen : 4.5 kg/j

Phosphore total : concentration maximale 10 mg/l ; flux journalier moyen : 1.4 kg/j

Produits organo chlorés : concentration maximale 0.1 mg/l ; flux journalier moyen : 14 g/j

Constats : L'exploitant a présenté les résultats de l'autosurveillance sur l'année 2022 dont quelques extraits sont repris ici:

- rapport du 23/03/22 dépassements en DBO5 (1400 mg/l), DCO (2280mg/l), azote (86,2mg/l)
- rapport du 23/02/22 dépassements en DBO5 (2450mg/l), DCO (8260mg/l), azote (47,8mg/l), MES (2620mg/l), hydrocarbures (120mg/l)
- rapport du 29/07/22 dépassements en DBO5 (1280mg/l), DCO (2340mg/l), azote (51,4mg/l), AOX (200mg/l), phosphore (4,3mg/l)

Des dépassements sont constatés tous les mois sur DBO5, DCO, Azote.

L'exploitant a fait réaliser une étude démontrant que les dépassements ne sont pas liés à un produit spécifique (étude réalisée par Cohin pour évaluer si c'était un produit qui induisait le dépassement ou l'activité en elle-même). Il s'avère que c'est principalement l'activité de lavage de cuves alimentaires qui entraîne les dépassements récurrents pour les paramètres DBO5 et DCO notamment.

Le dépassement des Aox peut être dû à des lavages de cuves de pétrochimie qui contiennent du chlore.

Ces dépassements récurrents sur certains paramètres dépassent même les valeurs réductrices de rejets de la convention avec la STEP de Vitrolles (voir point de contrôle n°1).

L'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité en améliorant la STEP de l'installation. Un devis a été fourni et présenté au comité d'investissement du groupe XPO qui l'a validé. Cependant, les travaux de mises en conformité ne pourront débuter qu'à l'été prochain et une mise en conformité des rejets ne semble pas possible avant septembre 2023.

Ces dépassements ayant déjà été relevés à de nombreuses reprises lors des dernières inspections et ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en 2020 puis d'une lettre de suites préfectorale en 2022, l'inspection propose de réaliser une consignation telle qu'indiquée au point de contrôle n°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 9 mois